

Dossier de Presse

Maison de la Cohésion Sociale

11, rue Saint-Georges
75009 PARIS

*La place des conseils de la cohésion sociale
dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques*

Vendredi 26 octobre 2007

Trois conseils consultatifs placés auprès du Premier Ministre se sont regroupés il y a un an dans une structure commune, dénommée la **Maison de la Cohésion Sociale**.

L'initiative en revient aux présidents des 3 conseils :

- Claude ALPHANDERY – *président du Conseil national de l'insertion par l'activité économique,*
- Xavier EMMANUELLI – *président du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées,*
- Bernard SEILLIER – *président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.*

En 2004, les secrétaires généraux de différents conseils ont souligné la nécessité d'échanger sur leurs travaux respectifs et de réfléchir ensemble au **rôle des conseils**. De ce constat est née l'idée de la création d'une maison commune. Le Comité interministériel de lutte contre l'exclusion de mai 2004 a validé ce projet.

Aujourd'hui installée dans les locaux de la HALDE, la Maison de la Cohésion Sociale, composée de 7 salariés, permet de mutualiser les moyens et de **valoriser les travaux** que mènent ces 3 conseils, afin de dégager des propositions communes.

La synergie instaurée entre ces conseils doit leur permettre de mieux faire connaître leurs travaux, de mieux diffuser leurs avis et d'en assurer un meilleur suivi.

A partir du noyau constitué au sein de la Maison de la cohésion sociale, s'est créé **un réseau des secrétaires généraux des conseils** qui interviennent dans le champ de la lutte contre les exclusions et les discriminations. A l'heure actuelle, ce réseau associe : le Conseil national des villes (CNV), le Haut Conseil à l'intégration (HCI), le Conseil national des missions locales (CNML), le Conseil national de l'habitat (CNH), le Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie (CNFPTLV), le Comité de suivi du plan de cohésion sociale.

5 fonctions majeures :

- **Concertation** : permettre au Gouvernement de débattre avec les acteurs de la politique qu'il conduit, dans un cadre protégé des polémiques où les acteurs se connaissent et se respectent,
- **Alerte** : informer le Gouvernement d'une situation de crise ou des risques liés à la mise en œuvre d'une mesure particulière,
- **Expertise** : Analyser et apporter un regard compétent en s'appuyant sur l'expérience des membres des conseils et celle des organismes auditionnés,
- **Proposition** : faire émerger des préconisations issues de l'expertise du conseil, les formuler sous forme d'avis et de rapports, les diffuser et les valoriser,
- **Suivi** : s'assurer de la prise en compte effective des avis et, dans certains cas, de la mise en œuvre des décisions et programmes politiques, repérer les bonnes pratiques et les difficultés d'application.

Des lieux où se pratique une gouvernance adaptée...

- Adaptée à la **nécessité d'une réflexion collective au long cours sur l'exclusion**, à une époque où les médias perçoivent le phénomène uniquement sous forme de crises, conséquence de l'hyper médiatisation.
- Adaptée à la **nécessité d'une réflexion de fond sur des sujets touchant au sens de la société**, à une époque où le débat politique et médiatique se résout sous forme d'images et de scénarisation.

- ***Du risque de court-circuiter la concertation...***

Le cas de l'amendement Mariani :

- un amendement choquant s'il signifiait non prise en charge ou remise à la rue : l'hébergement relève d'une obligation humanitaire ;
- un amendement inutile s'il signifiait que l'hébergement des sans-papier n'avait pas vocation à les conduire jusqu'au logement : la loi Dalo réserve le droit opposable au logement aux seules personnes titulaires d'un titre de séjour en France ;
- un amendement qui serait de toute façon resté inappliqué car on ne peut pas exiger des associations d'hébergement d'urgence d'agir contrairement à leur vocation et valeurs ;
- un amendement qui a finalement été retiré, mais en créant de nombreuses tensions inutiles !

- ***D'un problème de méthode conduisant à une dispersion des expertises...***

Les travaux de la commission Attali :

- En charge d'une réflexion sur la croissance, la commission Attali a formulé des préconisations concernant le logement.
- Démarche intéressante... à condition de faire le lien avec les travaux du HCLPD, du comité de suivi de la loi DALO et du Conseil national de l'habitat (CNH).
- Mais la commission Attali ne s'est pas appuyée sur l'expertise de ces acteurs, adoptant une entrée unique, la croissance, sans prendre en compte la loi DALO...
- Le HCLPD souhaite un échange avant le rapport final pour rechercher une convergence des propositions respectives, plutôt que de remettre au Gouvernement des expertises contradictoires.

- ***De l'intérêt d'associer les conseils à une démarche transversale pour participer à un temps fort collectif...***

Un « Grenelle de l'insertion » :

- idée d'un « Grenelle de l'insertion » apparue de façon inopinée,
- intérêt d'une démarche qui focalise l'attention des médias si elle permet d'aller au fond des sujets et de mener une large concertation, au-delà de la composition des conseils,
- mais démarche ponctuelle qui doit tenir compte, pour être cohérente, de l'état des savoirs et des positionnements,
- nécessité donc de la raccorder aux travaux de réflexion des conseils et observatoires, selon le champ qui sera défini pour ce « Grenelle »,
- nécessité ensuite d'en assurer le suivi à travers ces organismes permanents de concertation et de mise en cohérence que sont les conseils.

CONCLUSION :

Les 5 fonctions exercées par les conseils consultatifs (concertation, alerte, expertise, proposition et suivi) sont indispensables au pilotage des politiques publiques.

Les conseils ne prétendent en aucun cas à l'exclusivité de l'exercice de ces fonctions auprès du Gouvernement, mais ils souhaitent que leur apport soit mieux utilisé, en particulier en matière de concertation.

Leur regroupement au sein de la Maison de la cohésion sociale constitue aujourd'hui une garantie de cohérence de leurs travaux et propositions au Gouvernement.

COORDONNEES :

- Jacques DUGHERA – Secrétaire national du Conseil national de l'insertion par l'activité économique – Tél. : 01 73 54 02 09.
- Christiane EL HAYEK – Secrétaire générale du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – Tél. : 01 73 54 02 05.
- Bernard LACHARME – Secrétaire général du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées – Tél. : 01 73 54 02 08.